

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2009

LA REPRISE DE L'ACTIVITE SE CONFIRME,
MAIS L'EMPLOI CONTINUE DE SE CONTRACTER

La reprise de l'activité initiée au 2^{ème} trimestre 2009 s'est poursuivie au 3^{ème} trimestre 2009 (+0,3 % en variation trimestrielle, comme au trimestre précédent). Le marché du travail a toutefois continué à se dégrader en raison du délai d'entraînement usuel entre l'activité et l'emploi. Malgré un rebond de l'emploi intérimaire, les destructions d'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole se sont poursuivies au même rythme qu'au 2^{ème} trimestre : -93 100 postes, après -93 500 au trimestre précédent. Les destructions d'emploi se sont accentuées dans le tertiaire hors intérim (-64 600, après -34 700) et dans la construction (-16 100, après -11 800) alors qu'elles se sont stabilisées dans l'industrie (-49 400). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a augmenté fortement au 3^{ème} trimestre 2009 (+32 000). Au total, le recul de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimé à -47 000 postes au 3^{ème} trimestre, après -83 000 au trimestre précédent. D'après les estimations de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine est resté stable au 3^{ème} trimestre, s'établissant à 9,1 % de la population active. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi, toutes catégories confondues, a continué à augmenter, à un rythme moins marqué cependant (+152 000, après +198 000 au 2^{ème} trimestre). En zone euro, malgré la confirmation de la reprise, le taux de chômage a poursuivi sa montée pour s'établir à 9,6 % de la population active à la fin du 3^{ème} trimestre 2009, soit 0,3 point de plus qu'au trimestre précédent.

Poursuite de la reprise de l'activité en France au 3^{ème} trimestre

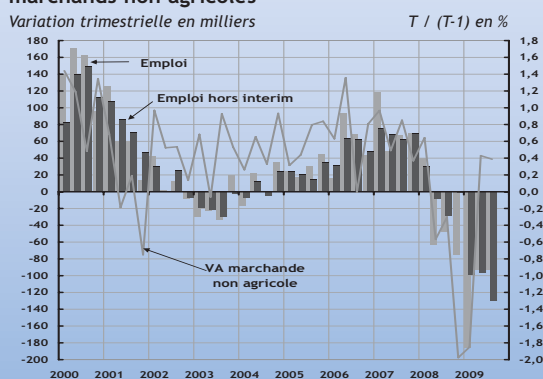
Au 3^{ème} trimestre 2009, le retour à la croissance s'est confirmé, avec une hausse du PIB de +0,3 % en variation trimestrielle, comme au trimestre précédent. À l'issue du 3^{ème} trimestre, l'« acquis de croissance » (1) du PIB pour l'année 2009 est de -2,3 %, après une croissance de +0,3 % en moyenne annuelle en 2008.

La production de biens et de services principalement marchands a progressé à un rythme proche de celui du 2^{ème} trimestre (+1,0 % et +0,5 % en variation trimestrielle respectivement, après +0,8 % et +0,6 %). La production manufacturière a accéléré (+2,3 %, après +1,2 % au 2^{ème} trimestre), portée notamment par un bond de la production d'automobiles (+10,4 %, après +5,3 %), sous l'effet de la mise en œuvre des dispositifs de « primes à la casse » en Europe, et d'une bonne tenue de la production de biens intermédiaires (+2,3 %, après +0,8 %). De son côté, la construction a reculé davantage qu'au 2^{ème} trimestre (-1,8 %, après -0,6 %).

L'activité au 3^{ème} trimestre a bénéficié d'un rebond des exportations (+1,7 %, après +0,4 % au 2^{ème} trimestre) et d'une faible hausse des importations (+0,4 %, après -2,6 %), si bien que la contribution positive des échanges extérieurs à la croissance s'est atténuée (+0,3 point, après +0,8 point). La consommation des ménages a ralenti (+0,1 %, après +0,4 %), sous l'effet

(1) - L'acquis de croissance pour 2009 est la croissance en moyenne annuelle pour 2009 que l'on observerait si l'activité se maintenait, d'ici la fin de l'année, à son niveau du 3^{ème} trimestre 2009, c'est-à-dire si la croissance s'avérait nulle au cours du dernier trimestre de 2009.

Graphique 1
Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs
marchands non agricoles



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.
Sources : Dares, Insee.

notamment d'une poursuite de la hausse de leur taux d'épargne. Les entreprises non financières ont réduit leur investissement au même rythme qu'au 2^{ème} trimestre (-1,0 %, après -1,1 %) alors que la baisse de l'investissement en logement des ménages s'est accentuée (-2,3 %, après -1,6 %). Dans le même temps, le déstockage des entreprises a cessé de peser sur la croissance (contribution de 0,0 point, après -0,6 point au 2^{ème} trimestre).

Malgré la reprise de l'emploi intérimaire, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricole s'est à nouveau contracté au 3^{ème} trimestre 2009

Au 3^{ème} trimestre 2009, l'emploi salarié dans l'ensemble des secteurs marchands hors agriculture (SMNA) s'est contracté de 93 100 postes, d'après les estimations révisées de l'Insee et de la Dares. Cette baisse est de même ampleur que celle du trimestre précédent (-93 500), ce qui porte le recul de l'emploi dans ce secteur à -2,7 % sur un an (graphique 1, tableau 1 et [2]). La poursuite du recul de l'emploi salarié marchand au 3^{ème} trimestre, en dépit de la confirmation de la reprise de l'activité, tient aux délais d'entraînements usuels entre l'activité et l'emploi.

Dans le tertiaire principalement marchand incluant l'intérim (2), les effectifs ont à nouveau reculé (-27 700 au 3^{ème} trimestre 2009, après -32 200 au 2^{ème} trimestre), et ce, malgré le rebond de l'emploi intérimaire (graphiques 2 et 3 et tableau 1). Le nombre d'intérimaires a en effet augmenté de +8,5 % (+36 900 postes) ce trimestre, après plusieurs trimestres de fortes baisses consécutives

et une stabilisation au 2^{ème} trimestre 2009 (+2 500). Ainsi, dans le tertiaire principalement marchand hors intérim, la baisse de l'emploi s'est accentuée au 3^{ème} trimestre: -64 600 postes, après -34 700 au cours du trimestre précédent, principalement sous l'effet de fortes destructions d'emploi dans le secteur du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles (-32 800 postes, après -10 200 au trimestre précédent).

Dans l'industrie hors intérim, la contraction des effectifs s'est poursuivie au même rythme qu'au 2^{ème} trimestre 2009 (-49 400 postes, après -49 500 au trimestre précédent), tandis que les destructions d'emploi dans la construction se sont intensifiées: -16 100 postes, après -11 800 postes détruits au 2^{ème} trimestre 2009. Si l'on réaffecte les intérimaires en fonction du secteur dans lequel ils sont employés, le rythme des destructions d'emploi est néanmoins légèrement atténué: -32 000 postes dans l'industrie (contre -49 400 hors intérim) et -9 900 postes dans la construction (contre -16 100 postes hors intérim).

L'emploi aidé dans le secteur non marchand a contribué à rehausser fortement l'emploi total au 3^{ème} trimestre 2009: le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans ce secteur a augmenté de +32 000 ce trimestre, après avoir baissé de -11 000 au trimestre précédent. Les secteurs non marchands (administration publique, éducation, santé, action sociale et association) ont

(2) - Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché au secteur des services aux entreprises.

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

	En milliers/cvs										
	2009	2008				2009				2008T3	2009T3
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)*	
Niveau	Variations trimestrielles									En %	
Secteur marchand non agricole (1)	16 059	40	-63	-47	-75	-186	-94	-93		0,0	-2,7
dont : Industrie	3 365	-15	-23	-18	-26	-48	-50	-49		-1,7	-4,9
Construction	1 440	7	5	6	-8	-13	-12	-16		2,0	-3,3
Tertiaire	11 253	48	-45	-36	-41	-124	-32	-28		0,3	-2,0
dont : intérim	474	10	-54	-19	-74	-87	3	37		-9,6	-20,4
Autres (2)	9 877	8	9	9	9	28	11	46		0,4	1,0
dont : non marchand aidé (3) ..	215	-13	-45	0	-5	9	-11	32		-31,6	13,5
non marchand privé (4)	1 860	11	6	14	13	7	7	13		2,5	2,1
Emploi total	25 936	49	-54	-38	-65	-158	-83	-47		0,1	-1,3
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels (1)+(4)	17 918	51	-56	-33	-62	-179	-87	-81		0,2	-2,2

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi.

(1) Secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.

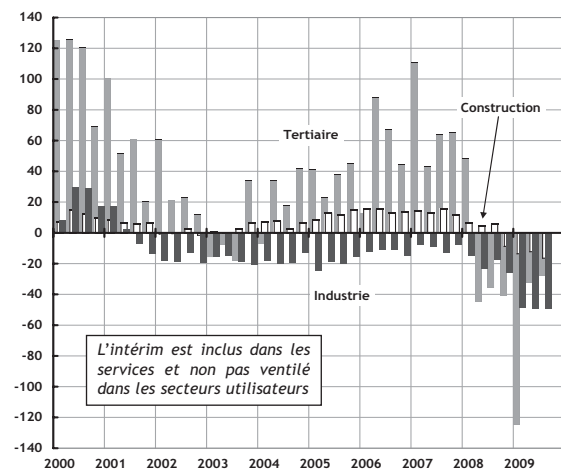
(3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi-Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes, Contrats Uniques d'Insertion (CUI).

(4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (hors emploi public)).

(*) Glissement annuel au 3^{ème} trimestre de l'année précédente (variation entre le 3^{ème} trimestre de l'année précédente et le 3^{ème} trimestre de l'année en cours).

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles

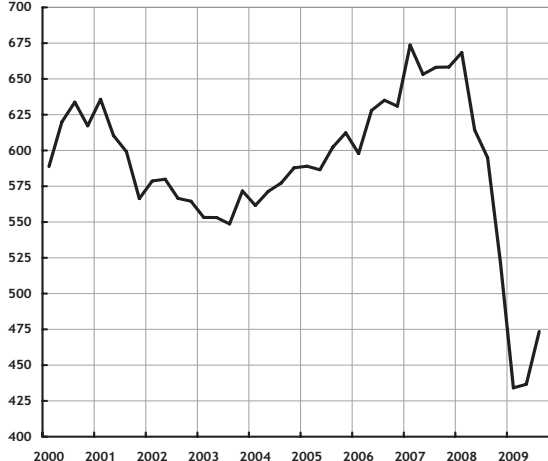
Variation trimestrielle en milliers



Sources : Dares, Insee.

Graphique 3
Emploi intérimaire

Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Pôle emploi (Déclarations des agences d'intérim).

Tableau 2

Évolutions des salaires de base, du salaire moyen par tête et des prix à la consommation

	2008				2009				2008T3	2009T3
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) *	
	Variations trimestrielles en %								%	
Salaires Horaire de Base Ouvrier (SHBO)(1)	1,0	1,1	0,7	0,3	0,8	0,4	0,5		3,2	2,0
Salaires Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)(1)	1,0	1,1	0,7	0,3	0,8	0,4	0,5		3,2	2,0
Salaires Mensuel de Base (SMB)(1)	1,1	0,9	0,7	0,3	0,8	0,4	0,5		3,0	2,0
Salaires Moyen Par Tête (SMPT)(2)	0,8	0,8	0,8	0,7	-0,3	0,8	0,6		3,2	1,8
Prix à la consommation (3)	0,8	1,2	-0,3	-0,8	0,2	0,4	-0,2		3,0	-0,4

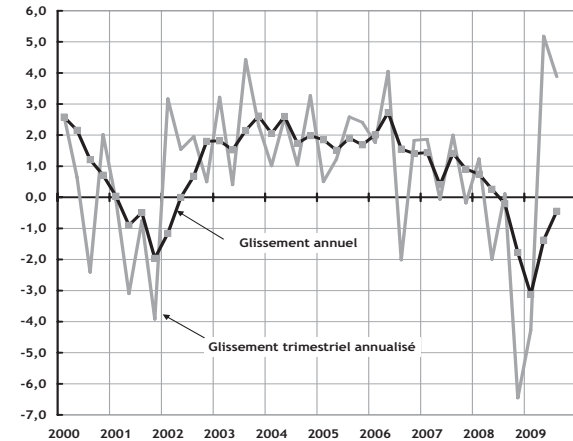
Sources : Dares, Insee.

(1) Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés du secteur principalement marchand non agricole. (2) : Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole. (3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre). (*) Glissement annuel au 3^{ème} trimestre de l'année.

Graphique 4

Productivité par tête

T/(T-4) en % ; T/(T-1)x4 en %

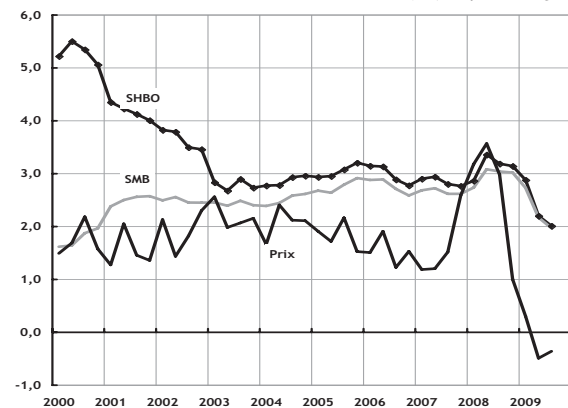


Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 5

Salaires de base et indice des prix à la consommation

T/(T-4) en pourcentage

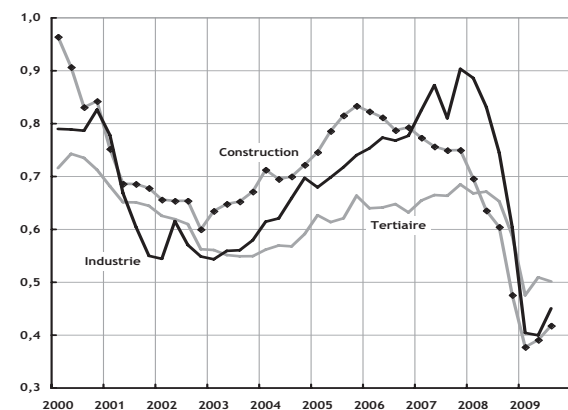


Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 6

Tensions sur le marché du travail

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées (cvs)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Dares, Pôle emploi.

continué à créer des emplois de droit privé, contribuant positivement à l'emploi total : +13 000 postes au 3^{ème} trimestre 2009, après +7 000 postes au trimestre précédent.

Au total, le repli de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimé à -47 000 postes au 3^{ème} trimestre 2009, après -83 000 postes au 2^{ème} trimestre 2009, soit un recul de -1,3 % sur un an, à savoir de fin septembre 2008 à fin septembre 2009 (tableau 1).

Du fait du repli des prix, les salaires de base mesurés en euros constants ont progressé à un rythme soutenu

Dans les secteurs marchands non agricoles, la productivité par tête a progressé fortement au 3^{ème} trimestre 2009, comme au trimestre précédent (+3,8 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2009, en rythme annualisé(3), après +5,4 % entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre), sous les effets conjugués de la reprise de l'activité et du repli de l'emploi salarié (graphique 4). En glissement annuel, la productivité par tête a reculé de -0,4 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2008.

Le salaire mensuel de base (SMB) en euros courants a progressé de +0,5 % en données brutes au 3^{ème} trimestre 2009, après +0,4 % au 2^{ème} trimestre 2009, ce qui porte son glissement annuel à +2,0 %, après +2,2 % au 2^{ème} trimestre 2009 (tableau 2 et graphique 5). Le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) a évolué de façon similaire, progressant de +0,5 % au 3^{ème} trimestre 2009, après +0,4 % au 2^{ème} trimestre, et de +2,0 % en glissement annuel, après +2,2 % au trimestre précédent.

Compte tenu de la légère décreue des prix à la consommation hors tabac enregistrée sur un trimestre comme sur un an (-0,2 % au 3^{ème} trimestre et -0,4 % en glissement annuel entre septembre 2008 et septembre 2009), les salaires de base mesurés en euros constants(4) ont connu à nouveau une hausse prononcée au cours du 3^{ème} trimestre (respectivement +2,4 % et +2,3 % en glissement annuel pour le SHBO et le SMB), se démarquant de leur légère contraction en euros constants entre septembre 2007 et septembre 2008 qu'avait provoqué la forte hausse de l'inflation liée à l'envolée des prix des produits énergétiques.

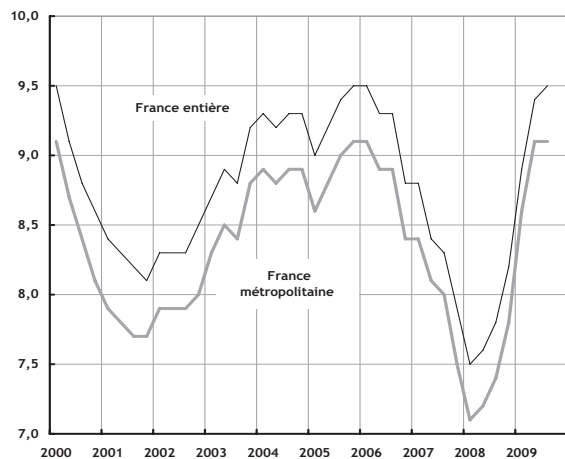
Le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main d'œuvre, a progressé, quant à lui, de +0,6 % au 3^{ème} trimestre 2009, après une croissance de +0,8 % au 2^{ème} trimestre. En un an, il a progressé de +1,8 %, contre une progression annuelle de +3,2 % un an auparavant, entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2008. En euros constants, le SMPT est en

(3) - Une variation en rythme annualisé est la variation qui aurait été constatée sur une période d'un an si la variable avait connu toute une année la variation constatée sur la période étudiée (Variation en rythme annualisé = 4 x Variation en rythme trimestriel).

(4) - On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation du même mois (IPC hors tabac) en glissement annuel (ici, l'IPC de septembre 2009 est rapporté à l'IPC de septembre 2008).

Graphique 7
Taux de chômage au sens du BIT en France

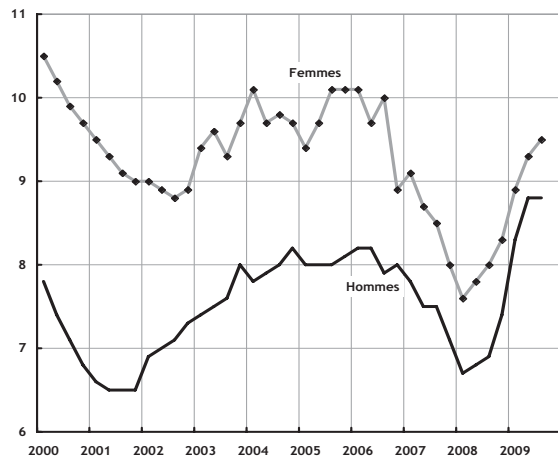
En pourcentage



Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; estimation à +/- 0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.
Sources : Insee

Graphique 8
Taux de chômage au sens du BIT par sexe

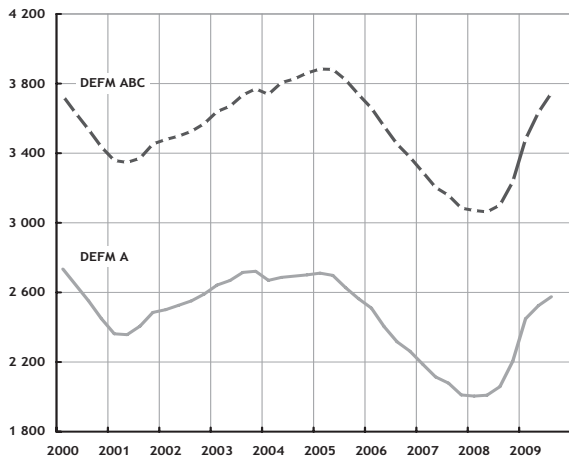
En pourcentage



Champ : France métropolitaine.
Source : Insee.

Graphique 9
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie

Milliers cvs



Champ : France métropolitaine
Sources : Dares, Pôle Emploi.

hausse de +0,7 % au 3^{ème} trimestre 2009 et de +2,2 % en glissement annuel (5).

La reprise de l'activité depuis deux trimestres a permis de stabiliser les indicateurs de tensions sur le marché du travail à des niveaux historiquement bas (graphique 6). Depuis le premier trimestre de l'année 2009, les indicateurs de tensions se sont stabilisés dans les métiers du tertiaire et ont connu un léger rebond pour les métiers industriels et les métiers du bâtiment et des travaux publics.

Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés dans le secteur non marchand s'est redressé au 3^{ème} trimestre

Au 3^{ème} trimestre 2009, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés et de stages de formation a augmenté pour la première fois depuis plus de deux ans : +24 000, après -29 000 au 2^{ème} trimestre 2009 en données corrigées des variations saisonnières (tableau 3). Cette hausse est pour l'essentiel imputable au secteur non marchand, dans lequel les entrées en contrat d'avenir (CAV) et en contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) se sont fortement accrues. Dans le secteur marchand, l'emploi aidé a continué de diminuer, même si cette baisse a été moins prononcée qu'au trimestre précédent. Les sorties massives de contrats « soutien à l'emploi des jeunes en entreprises » (SEJE), dispositif abrogé au 1^{er} janvier 2008, ont continué de peser fortement et le nombre de bénéficiaires de contrats en alternance a diminué à nouveau malgré le rebond des entrées.

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a augmenté entre fin juin et fin septembre : +32 000 au 3^{ème} trimestre 2009, après une baisse de -11 000 au trimestre précédent. Le nombre de salariés en contrats d'avenir (CAV) avait fortement diminué au 2^{ème} trimestre 2009 (-19 000) en raison notamment de sorties très nombreuses à l'Éducation nationale au mois de juin 2009, comme les années précédentes. Il a rebondi au 3^{ème} trimestre suite à la reconduction d'une grande partie de ces contrats, même si le nombre de salariés en CAV atteint à la fin du 3^{ème} trimestre est resté en deçà de celui de la fin du 1^{er} trimestre. Ce rebond du nombre de salariés en CAV s'explique, d'une part, par la baisse des sorties (7 500 sorties en moyenne par mois au 3^{ème} trimestre, contre 13 000 le trimestre précédent (avec un pic à 26 000 en juin) et, d'autre part, par un plus grand dynamisme des entrées en CAV par rapport au trimestre précédent (11 000 embauches par mois en moyenne, au 3^{ème} trimestre 2009, après 7 000 au 2^{ème} trimestre 2009 en données brutes). Le nombre de personnes en contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) a continué d'augmenter comme au cours des deux trimestres précédents : +24 000 au 3^{ème} trimestre 2009, après +9 000 au 2^{ème} trimestre. Les entrées en CAE ont encore accéléré par rapport au 2^{ème} trimestre 2009 (24 000 entrées par mois en moyenne, contre 18 000 le trimestre précédent) tandis que les sorties ont légèrement augmenté (16 000 sorties par mois en moyenne, contre 15 000 au 2^{ème} trimestre, avec un pic à 20 000 en juin). Le nombre de bénéficiaires des anciens Emplois Jeunes a reculé de -1 000 sur l'ensemble du trimestre comme au 2^{ème} trimestre 2009, sous l'effet des dernières sorties de ce dispositif.

Dans le secteur marchand, le repli du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés s'est poursuivi au 3^{ème} trimestre 2009 (-10 000), à un rythme néanmoins moins soutenu que celui observé les deux trimestres précédents (-18 000 au 2^{ème} trimestre, après -35 000 au 1^{er}). Les sorties de contrats soutien à l'emploi des jeunes en entreprises (SEJE) ont été plus nombreuses et ont contribué à réduire l'emploi aidé du secteur marchand (-15 000). En revanche, après un premier semestre affecté par la dégradation de la conjoncture, les entrées en apprentissage et en contrat de profes-

(5) - Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPC hors tabac entre le 3^{ème} trimestre 2008 et le 3^{ème} trimestre 2009, en moyenne trimestrielle.

Tableau 3

Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2008				2009				2008T3	2009T4	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Entrées	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4)* en %		
Données brutes - Milliers et %											
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	167	109	153	271	140	100	168		-10,5	9,9	
dont : Abaissement de coûts salariaux	24	25	22	25	25	32	40		-56,0	81,9	
Contrat initiative emploi	7	9	9	11	14	15	26				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	0	0	0	0	0	0	0				
Formations en alternance	109	45	97	212	82	29	95		11,8	-2,3	
Contrat d'apprentissage (2).....	64	20	61	145	53	15	62				
Contrat de professionnalisation	44	25	36	68	29	15	33				
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (3)	27	31	27	27	27	31	27		-1,6	0,0	
Emplois aidés dans le secteur non marchand	69	59	83	65	71	75	103		-21,7	24,4	
dont : CES et CEC	0	0	0	0	0	0	0				
Contrats Emploi Jeunes	0	0	0	0	0	0	0				
Contrats d'Avenir	23	21	40	22	23	21	32				
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi.....	45	37	43	43	48	55	71				
Formation des demandeurs d'emplois.....	143	142	141	144	145	142	143		-0,5	1,5	
dont : Action préparatoire au recrutement (a)	4	6	4	4	6	5	5				
Ensemble (4)	378	310	377	480	357	317	414		-10,0	10,0	
Effectifs de bénéficiaires	2009T3								StockT/(T-4) en %		
Données cvs - Milliers et %	Variations trimestrielles des stocks										
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	979	-15	-9	-32	-31	-35	-18	-10		-5,1	-8,8
dont : Abaissement de coûts salariaux	183	-27	-18	-31	-21	-21	-10	-3		-26,9	23,1
Contrat initiative emploi	59	-12	-4	-3	0	-1	0	12			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	15	-17	-15	-26	-19	-16	-13	-15			
Formations en alternance	600	14	6	1	-9	-16	-10	-6		4,9	-6,4
Contrat d'apprentissage (2)	402	7	2	-4	-4	-2	1	-3			
Contrat de professionnalisation	198	6	4	5	-5	-14	-11	-3			
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (3)	120	-1	2	1	2	1	1	0		5,2	3,6
Emplois aidés dans le secteur non marchand	215	-13	-45	0	-5	9	-11	32		31,8	13,5
dont : CES et CEC	0	-1	0	0	0	0	0	0			
Contrats Emploi Jeunes.....	2	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1			
Contrats d'Avenir.....	71	2	-24	15	-3	3	-19	9			
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	142	-13	-20	-14	-1	7	9	24			
Formation des demandeurs d'emplois	245	0	2	0	0	1	0	2		0,5	0,8
dont : Action préparatoire au recrutement (a).....	3	0	1	-1	0	1	0	0			
Ensemble (4)	1440	-28	-52	-31	-37	-25	-29	24		-8,8	-4,4

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité. (2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés. (3) À partir du 1^{er} trimestre 2008, les flux d'entrées correspondant aux dossiers de demande d'ACCRES ainsi que les stocks sont des estimations. (4) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en rémunération ; les stocks sont estimés. Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures. (*) Glissement annuel au 3^{ème} trimestre de l'année.

Sources :
Dares, CNASEA, Pôle
emploi, Ministère de
l'Éducation nationale,
Ministère de
l'Intérieur
(emplois jeunes).

sionnalisation ont repris, au-delà du caractère traditionnellement saisonnier des contrats en alternance. Elles ont contribué à limiter le tassement du nombre de bénéficiaires, plus faible qu'au trimestre précédent. Les entrées en contrat de professionnalisation n'ont été que légèrement moins nombreuses que celles observées un an plus tôt (33 000, contre 36 000 au 3^{ème} trimestre 2008), conduisant à une baisse modérée du nombre de bénéficiaires par rapport au 2^{ème} trimestre 2009 (-3 000). Le nombre de contrats d'apprentissage signés au 3^{ème} trimestre 2009 est très proche du niveau de la même période en 2008, s'établissant à 62 000. Néanmoins, du fait des évolutions des mois précédents, le nombre d'apprentis a diminué légèrement et s'est établi ainsi à 402 000 en données corrigées des variations saisonnières à la fin du 3^{ème} trimestre 2009 (387 000 en données brutes). Les entrées en CIE ont été très dynamiques au 3^{ème} trimestre 2009 malgré la conjoncture dégradée: 26 000 embauches, en forte hausse par rapport au trimestre précédent (15 000). En raison de cette hausse des entrées bien supérieure à celle des sorties, le nombre de bénéficiaires de l'actuel CIE a augmenté au 3^{ème} trimestre. Les sorties au titre de l'ancien CIE ont diminué au 3^{ème} trimestre (3 700 contre 5 300 précédemment). Au total, le nombre de bénéficiaires de CIE (anciens et actuels) a augmenté par rapport au 2^{ème} trimestre 2009.

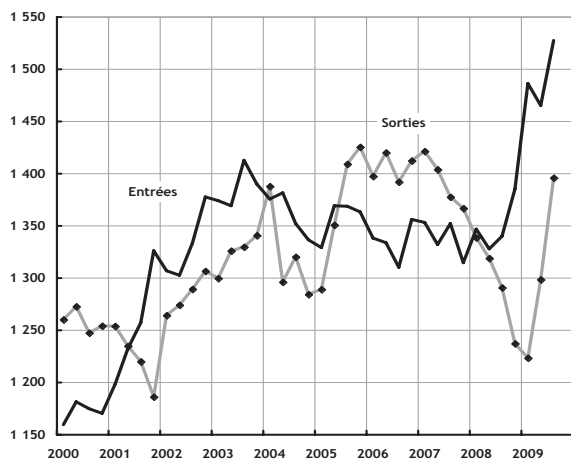
Le taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine s'est stabilisé 3^{ème} trimestre 2009

D'après les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine s'est stabilisé à 9,1 % de la population active au 3^{ème} trimestre 2009, après cinq trimestres consécutifs de hausse (graphique 7). Pour l'ensemble France métropolitaine et DOM, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 9,5 % de la population active, en hausse de +0,1 point par rapport au trimestre précédent.

Depuis le début de la crise, la hausse du taux de chômage des hommes a été plus forte que celle des femmes (+1,7 point depuis le 1^{er} trimestre 2008 pour les hommes, contre +1,5 point pour les femmes). En effet, l'ajustement de l'emploi à l'activité a porté en premier lieu sur l'intérim, la forme la moins rigide de travail, dans lequel les hommes sont majoritaires avec, en particulier, une forte surreprésentation des hommes de moins de 25 ans (encadré 1). Au 3^{ème} trimestre 2009, en lien avec le rebond de l'intérim, le taux de chômage des hommes a marqué le pas et s'est établi à 8,8 % de la population active, comme au trimestre précédent (tableau 4). Cette évolution a en particulier bénéficié aux jeunes hommes: leur taux de chômage a baissé de -0,8 point ce trimestre, après plusieurs trimestres de fortes hausses.

Graphique 10
Entrées et sorties des demandeurs d'emploi
des listes de Pôle emploi

Milliers cvs-cjo



Champ : DEFM A,B,C ; France métropolitaine.
Sources : Dares, Pôle emploi.

Dans le même temps, le taux de chômage des femmes a augmenté de +0,2 point ce trimestre, l'écart entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes s'est donc creusé et atteint désormais +0,7 point (graphique 8).

En moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2009, 1 397 000 personnes étaient en situation de sous-emploi (6), soit 5,4 % des personnes ayant un emploi (-0,3 point sur le trimestre) [9]. Le sous-emploi des hommes a baissé de -0,4 point ce trimestre, tandis que celui des femmes est resté stable. Cette baisse du sous-emploi est en partie due à la baisse du chômage technique ou partiel, qui concerne 143 000 personnes en moyenne au 3^{ème} trimestre 2009 (0,6 % du nombre de personnes en emploi, contre 1,0 % au 2^{ème} trimestre 2009) [9].

Au 3^{ème} trimestre 2009, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi a ralenti

À la fin du 3^{ème} trimestre 2009, 4 250 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), soit une augmentation de +152 000 en un trimestre (tableau 5 et [5]). Ces chiffres correspondent à une hausse de +21,4 % du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de fin septembre 2008 à fin septembre 2009.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C, graphique 9) s'est poursuivie au 3^{ème} trimestre 2009 (+110 000), à un rythme néanmoins plus faible qu'au trimestre précédent (+154 000). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) s'est aussi atténuée : +50 000 au 3^{ème} trimestre 2009, après une hausse de +76 000 au trimestre précédent. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) a également été moins marquée, avec +60 000 nouveaux inscrits ce trimestre, après +78 000 au trimestre précédent.

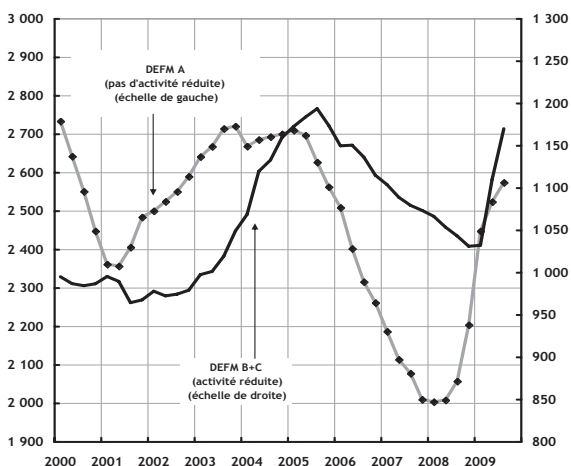
Après avoir constamment diminué à partir de la fin de l'année 2005, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits depuis plus d'un an sur les listes de Pôle emploi est en hausse depuis la mi-2008. Au 3^{ème} trimestre 2009, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée s'est à nouveau accélérée : +73 000 inscrits, après +61 000 au trimestre précédent (tableau 5).

Le ralentissement du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C au 3^{ème} trimestre 2009 est dû à la hausse des sorties (7) des listes de Pôle emploi en France métropolitaine, en partie compensée par une hausse des entrées (graphique 10). Le nombre de sorties en catégories A, B et C a en effet augmenté plus vivement (+97 000) que le nombre d'entrées (+62 000). Les sorties pour « reprises d'emploi déclarées » ont augmenté de +13 000 et celles pour « cessation d'inscription pour défaut d'inscription » de +35 000, tandis que les sorties pour « radiation administrative » sont restées stables. De son côté, la hausse des entrées s'explique, pour une large part, par la hausse des inscriptions codées en « autre cas » (+62 000), pour « fin de CDD » (+31 000) et, dans une moindre mesure, par la hausse des entrées suite à un « licenciement économique » (+4 000). Les entrées suite à une « fin de

(6) - À compter du premier trimestre 2008, le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

(7) - Les flux d'entrée et de sortie sont désormais analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

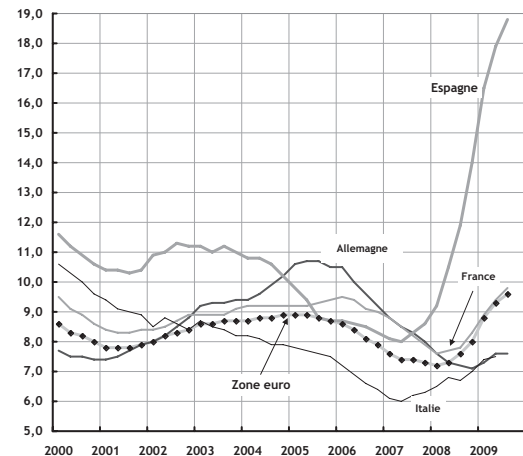
Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Champ : France métropolitaine
Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro

En pourcentage,
en fin de trimestre



Source : Eurostat : taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans. Pour la France, comprend France métropolitaine et DOM.

Tableau 4
Taux de chômage au sens du BIT

Moyenne trimestrielle, (en données cvs)	2008				2009				2008T3	2009T3	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3 ^(p)	T4	T/(T-4)* en pts de %		
Hommes	6,7	6,8	6,9	7,4	8,3	8,8	8,8		-0,6	1,9	
Moins de 25 ans	17,0	18,5	19,4	21,4	23,7	24,7	23,9		1,1	4,5	
25-49 ans	5,9	5,6	5,7	6,1	6,9	7,6	7,5		-1,1	1,8	
Plus de 50 ans	4,7	5,2	5,0	4,9	5,5	5,6	6,3		-0,2	1,3	
Femmes	7,6	7,8	8,0	8,3	8,9	9,3	9,5		-0,5	1,5	
Moins de 25 ans	18,4	18,6	18,9	19,8	20,8	22,1	23,7		0,0	4,8	
25-49 ans	7,2	7,4	7,6	7,9	8,4	8,7	8,9		-0,6	1,3	
Plus de 50 ans	4,7	4,9	5,2	5,3	5,8	6,2	6,1		-0,1	0,9	
Ensemble	7,1	7,2	7,4	7,8	8,6	9,1	9,1		-0,6	1,7	
Moins de 25 ans	17,6	18,5	19,2	20,7	22,4	23,5	23,8		0,6	4,6	
25-49 ans	6,5	6,4	6,6	7,0	7,6	8,1	8,2		-0,9	1,6	
Plus de 50 ans	4,7	5,0	5,1	5,1	5,6	5,9	6,2		-0,1	1,1	
Milliers / cvs	Niveau 2009T3	Variations trimestrielles en milliers								Croissance T/(T-4)	
Nombre de chômeurs BIT	2 583	-106	33	45	132	215	154	13		-6,7	24,8

Source : Insee, enquête Emploi.

(p) : résultats provisoires.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

(*) Glissement annuel au 3^{ème} trimestre de l'année.

Tableau 5
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données en fin de trimestre	2009	2008				2009				2008T3	2009T3
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T/(T-4)*	
Milliers / cvs	Niveau	Variations trimestrielles								en points de %	
Ensemble des DE	4 250	-10	-14	43	146	252	198	152		-1,9	21,4
DE catégories ABC	3 745	-13	-8	39	134	245	154	110		-1,8	20,8
DE catégorie A	2 575	-6	5	49	146	244	76	50		-1,0	25,1
DE exerçant une activité réduite :	1 170	-7	-13	-11	-12	1	78	60		-3,4	12,2
Dont : courte (DE catégorie B)	516	2	6	3	4	16	14	20		1,1	11,6
longue (DE catégorie C)	654	-9	-19	-13	-16	-15	63	40		-6,6	12,6
DE catégorie D	240	6	-3	4	9	6	33	15		-0,3	35,7
DE catégorie E	265	-3	-2	1	2	1	11	27		-4,0	18,6
Pour mémoire : DEFM 1 (**)	2 485	2	18	53	150	232	82	55		1,2	26,4
Dispensés de recherche d'emploi indemnisés (***)	329	-6	-12	-4	-9	-10	-11	-2		-7,1	-8,8
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories ABC (DELD)											
1 à 2 ans d'ancienneté	666	-7	-10	13	18	33	46	58		-2,9	29,9
2 à 3 ans d'ancienneté	227	-12	-12	-4	3	8	11	13		-17,6	18,4
Plus de 3 ans d'ancienneté	284	-5	-4	-4	-1	4	5	3		-6,7	4,2
Ensemble des DELD	1 176	-24	-25	5	20	45	61	73		-7,2	20,5

Sources : Dares, Pôle emploi, Unédic.

Champ : France métropolitaine.

Voir [7] pour la définition des catégories de DE et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Les données sont arrondies au millier.

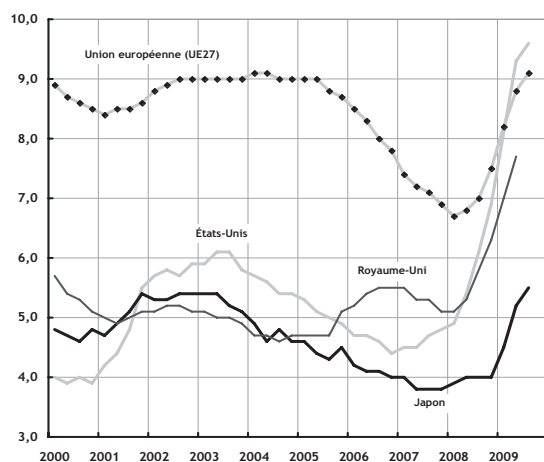
(*) Glissement annuel au 3^{ème} trimestre de l'année.

(**) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [8], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

(***) Données brutes.

Graphique 13
Taux de chômage dans le monde

En pourcentage



Source : Eurostat.

mission d'intérim », pour « reprise d'activité » ainsi que les « premières entrées » sur le marché du travail ont en revanche été en légère baisse (respectivement -19 000, -9 000 et -3 000).

La reprise de l'activité a concerné la plupart des pays développés au 3^{ème} trimestre

Dans les principaux pays développés, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Espagne, la reprise de la croissance s'est poursuivie au cours du 3^{ème} trimestre 2009. Comme en France, la croissance de la zone euro a été positive au 3^{ème} trimestre 2009 (+0,4 %, après -0,2 % au trimestre précédent). La situation sur le marché du travail s'est néanmoins à nouveau détériorée dans la zone euro : le taux de chômage au sens du BIT s'est établi à 9,6 % de la population active, en augmentation de +0,3 point par rapport au 2^{ème} trimestre 2009.

En Allemagne, le rythme de croissance a fortement augmenté au 3^{ème} trimestre 2009 (+0,7 %, après +0,4 % au 2^{ème} trimestre 2009). Cette reprise tient principalement au rebond des exportations, à la reconstitution des stocks des entreprises et aux mesures conjoncturelles prises pour soutenir l'activité. Le taux de chômage est

resté stable entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre, à 7,6 % de la population active, en partie grâce à la poursuite de la mobilisation du dispositif de chômage partiel mis en œuvre par le gouvernement. L'Italie a connu un retournement favorable de son activité, avec une croissance trimestrielle de +0,6 % au 3^{ème} trimestre 2009, contre une contraction de -0,5 % au trimestre précédent, et ceci après les fortes baisses des trimestres précédents (-2,1 % au 4^{ème} trimestre 2008 et -2,7 % au 1^{er} trimestre 2009). La croissance a été notamment tirée par la vigueur des exportations. Le taux de chômage italien aurait augmenté au 3^{ème} trimestre 2009 pour atteindre 7,8 %, contre 7,5 % au trimestre précédent.

En Espagne, le PIB a continué à reculer, à un rythme toutefois plus faible qu'aux trimestres précédents (-0,3 %, contre -1,1 % et -1,6 % respectivement aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2009). Le taux de chômage au sens du BIT est resté en forte augmentation, pour atteindre 18,8 % de la population active en moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2009, après 17,9 % au trimestre précédent et 16,5 % au 1^{er} trimestre 2009.

Au Royaume-Uni, la contraction de l'activité a également été beaucoup moins prononcée ce trimestre (-0,3 %) qu'aux trois trimestres précédents (-1,8 % au 4^{ème} trimestre 2008, -2,5 % au 1^{er} trimestre 2009 et -0,6 % au 2^{ème} trimestre 2009). En particulier, le secteur de la construction a continué de peser sur la croissance. Le

rythme de progression du taux de chômage britannique aurait faibli, celui-ci atteignant 7,8 % de la population active (+0,1 point par rapport au trimestre précédent).

Aux États-Unis, l'activité a fortement augmenté ce trimestre pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2008 (+0,6 % en rythme trimestriel, après -0,2 % au trimestre précédent). L'activité a été soutenue en particulier par le rebond de la consommation et de l'investissement en logement des ménages. Le taux de chômage a continué sa progression, atteignant 9,6 %, contre 9,3 % en moyenne au 2^{ème} trimestre et 8,1 % au 1^{er} trimestre 2009, s'établissant au même niveau que celui de la zone euro.

Enfin, au Japon, la reprise de l'activité enregistrée au 2^{ème} trimestre 2009 s'est prolongée au 3^{ème} trimestre à un rythme modeste (+0,3 %, après +0,7 %), après deux trimestres de baisse historique du PIB au 4^{ème} trimestre 2008 et au 1^{er} trimestre 2009 (respectivement -3,0 % et -3,2 %). Le redressement du PIB tient en grande partie à l'arrêt du destockage des entreprises et au rebond des exportations nippones. Le taux de chômage japonais a atteint 5,5 % de la population active au 3^{ème} trimestre (+0,3 point, après +0,7 point au 2^{ème} trimestre). Au regard de la contraction de 7,6 % de PIB depuis le point haut du 1^{er} trimestre 2008, les pertes d'emploi jusqu'au 3^{ème} trimestre 2009 sont restées modérées (-2 %).

Dares*

* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Philippe Briard et Claire Goarant et composée de :

Jérôme Domens, Yves Dubois, Nathalie Dubreu, Béatrice Le-Rhun, Julien Loquet, Claude Minni, Véronique Rémy, Marie-Line Tovar et Xavier Viney.

Références

- [1] Insee (2009), « Hausse du PIB au troisième trimestre 2009 : +0,3 », *Informations Rapides* n°294, novembre.
- [2] Domens, J., Loquet J. (2009) « L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2009 », *Premières Informations*, n°50.4, décembre.
- [3] Domens, J. (2009) « L'emploi intérimaire au 3^{ème} trimestre 2009 : l'intérim se stabilise après un an de repli », *Premières Informations*, n° 52.1, décembre.
- [4] Dubreu, N. (2009) « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 3^{ème} trimestre 2009 - Résultats définitifs », *Premières Informations*, n°51.1, décembre.
- [5] Dares (2009) « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en septembre 2009 », *Premières Informations*, n°44.1, octobre.
- [6] Dares (2009) « Les tensions sur le marché du travail au 3^{ème} trimestre 2009 », *Premières Informations*, n° 52.4, décembre.
- [7] Dares (2009) « Conjoncture de l'emploi et du chômage au premier trimestre de 2009 – Récession et contraction historique de l'emploi », *Premières Informations*, n°28.3, juillet.
- [8] Cnis (2008), « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », *Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi* présidé par J.-B. de Foucauld.
- [9] Insee (2009), « Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et indicateurs sur le marché du travail - Résultats de l'enquête Emploi au troisième 2009 », *Informations Rapides* n°314, décembre.
- [10] Eurostat (2009) « Septembre 2009 : Le chômage en hausse à 9,7 % dans la zone euro ; en hausse à 9,2 % dans l'UE27 », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°153/2009, octobre.
- [11] Eurostat (2009) « Premières estimations pour le troisième trimestre 2009 - Le PIB de la zone euro en hausse de 0,4 % et celui de l'UE27 en hausse de 0,3 % », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°2009/173, décembre.
- [12] Dares (2009) « Emploi et chômage des 15-29 ans en 2007 », *Premières Synthèses*, n°12.1, novembre

CHÔMAGE DES JEUNES : UNE SURRÉACTION CONJONCTURELLE AMPLIFIÉE DEPUIS DÉBUT 2008

Empiriquement, le taux de chômage des jeunes réagit bien plus fortement à la conjoncture que celui des autres tranches d'âge. Parmi les personnes de moins de 25 ans, celles présentes sur le marché du travail sont en moyenne peu diplômées (1) et peu expérimentées, et sont les premières concernées par la contraction des embauches. Lorsqu'elles sont en emploi, cet emploi est plus fréquemment temporaire que pour les autres tranches d'âge. Lorsque la conjoncture se dégrade et que les entreprises doivent ajuster leur capacité de production, les jeunes sont les premiers à perdre leur emploi. Cet encadré analyse l'évolution du chômage des jeunes au cours de la dernière phase conjoncturelle.

À partir du 2^{ème} trimestre 2008, l'économie française est entrée en récession, avec un recul du PIB en France de -3,0 % entre le 2^{ème} trimestre 2008 et le 3^{ème} trimestre 2009 et une contraction de l'emploi total estimée à -446 000 postes (-1,7 %) ; le taux de chômage en France métropolitaine a augmenté de +2 points en six trimestres, s'établissant à 9,1 % de la population active au 3^{ème} trimestre 2009. Sur la même période, le taux de chômage des moins de 25 ans a augmenté encore plus fortement (+6,2 points en six trimestres) pour atteindre 23,8 %, son plus haut niveau depuis plus de cinquante ans. Un phénomène similaire avait été observé lorsque la conjoncture s'était retournée au 2^{ème} trimestre 1992 : le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans avait progressé de +4,1 points en six trimestres, passant de 17,3 % à 21,4 %, tandis que la progression du taux de chômage global avait été de +1,5 point et que le PIB avait reculé de -1,2 % sur la même période. L'augmentation conjoncturelle du taux de chômage des jeunes à partir de 2008 apparaît toutefois supérieure à celle constatée sur la période 1992-1993 (graphique A : courbe 2008T2-2009T3 au-dessus de la courbe 1992T2-1994T1).

La surréaction peut être mesurée de trois façons différentes (2). En particulier, l'écart entre l'augmentation du taux de chômage des moins de 25 ans, en points de pourcentage des jeunes actifs, et l'augmentation du taux de chômage général, est aussi plus fort actuellement qu'au début des années quatre-vingt-dix. En utilisant le rapport des chances, la surréaction du chômage des jeunes apparaît aussi plus forte actuellement qu'en 1992-1993 (3).

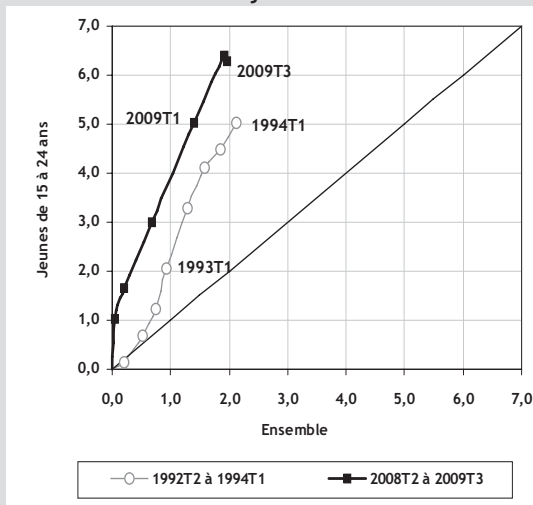
Inversement, lorsque la conjoncture s'améliore, les jeunes sont les premiers à bénéficier de la reprise de l'emploi et leur taux de chômage baisse plus rapidement que celui de l'ensemble de la population active. C'est ce qui a été observé à partir des 2^{èmes} trimestres de 1987, 1997 et 2006, lorsque le taux de chômage de l'ensemble de la population active s'est retourné à la baisse (graphique B). Au total, la situation relative des jeunes actifs sur le marché du travail n'a, depuis 1975, jamais été plus difficile qu'aujourd'hui. Le rapport des chances d'un actif de 15 à 24 ans d'être au chômage plutôt qu'en emploi est, au cours des trois premiers trimestres 2009, de plus du triple de celle de l'ensemble des actifs, alors que ce rapport était resté compris entre deux et trois depuis 1975. Aux deuxièmes trimestres des années 1994 et 1997, alors que le taux de chômage atteignait des maxima conjoncturels (respectivement de 10,8 % et 10,9 %) situés 1,7 point au-dessus du taux de chômage du 3^{ème} trimestre 2009, le taux de chômage des moins de 25 ans ne dépassait pas les 23 %, soit près d'un point de moins qu'au 3^{ème} trimestre 2009.

Évolutions respectives du taux de chômage des jeunes et du taux de chômage de l'ensemble de la population active à un trimestre donné, par rapport au trimestre de retournement de la conjoncture

Écart, en point de pourcentage, entre le taux de chômage à un trimestre donné et le taux de chômage du trimestre précédant le retournement conjoncturel

Graphique A

Phases de mauvaise conjoncture



Lecture : au 3^{ème} trimestre 2009, le taux de chômage des actifs de 15 à 24 ans est supérieur de 6,2 points à celui constaté au 1^{er} trimestre 2008, tandis que pour l'ensemble de la population active, l'augmentation est de 2,0 points.

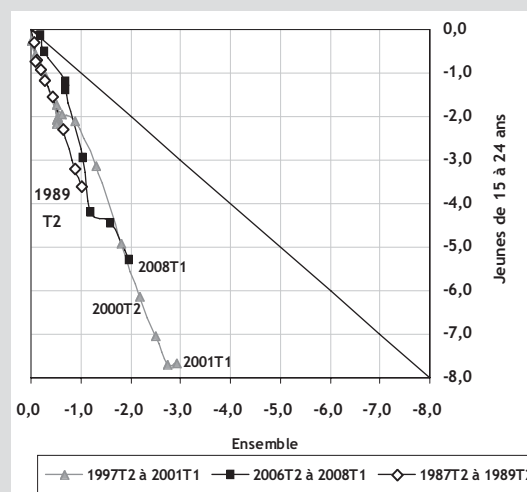
Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.

Concepts : activité au sens du BIT, âge atteint au 31 décembre de l'année d'enquête.

Source : Estimations trimestrielles de taux de chômage par tranches d'âge, 1975-2009, Insee.

Graphique B

Phases de bonne conjoncture



Lecture : le taux de chômage des actifs de 15 à 24 ans a baissé de 7,7 points entre le 1^{er} trimestre 1997 et le 1^{er} trimestre 2001, tandis que pour l'ensemble de la population active la baisse n'est que de 2,9 points

(1) - Les 15-24 ans présents sur le marché du travail ont des niveaux de diplôme faibles, proches de ceux des 40-49 ans, du fait de leur entrée précoce sur le marché du travail. En parallèle, la génération 15-24 ans actuelle, dans son ensemble, sera plus diplômée que les générations nées dans les années soixante, du fait de l'allongement des études [12].

(2) - L'évolution du taux de chômage entre les trimestres n1 et n2 peut être appréhendée par trois indicateurs différents : la différence en points de pourcentage ($TC_{n2} - TC_{n1}$), l'écart relatif ($(TC_{n2} - TC_{n1}) / TC_{n1}$) et le rapport des chances, ou *odd ratios*, ($(TC_{n2} / (100 - TC_{n2})) / (TC_{n1} / (100 - TC_{n1}))$) qui rapporte la probabilité moyenne d'être au chômage plutôt qu'en emploi au trimestre n2 à la même probabilité mesurée au trimestre n1. Le rapport des chances est considéré comme plus approprié que la différence en nombre de points de pourcentage pour comparer les évolutions respectives de deux populations présentant des taux de chômage de niveau initialement très différents.

(3) - Avec cet indicateur, si l'effet de la conjoncture avait été identique pour les deux populations, les *odd ratios* auraient augmenté au même rythme.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville - Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43

Réponse à la demande : e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédactrice en chef : Alice Guerber-Cahuzac. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.

Abonnements : dares.communication@dares.travail.gouv.fr. Publicité : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales,

de la famille, de la solidarité et de la ville. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.